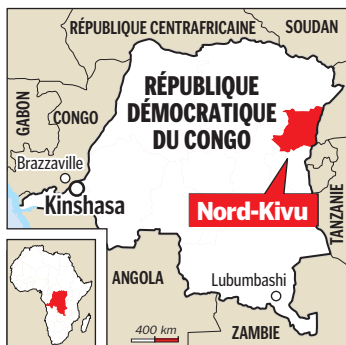


Kouchner au secours du Congo

AFRIQUE. « C'est un massacre comme il n'y en a probablement jamais eu », a lancé le ministre français avant de partir pour Kinshasa et Goma, en République démocratique du Congo. Les combats ont jeté sur les routes des dizaines de milliers de réfugiés.



KIBUMBA (REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO), HIER.
Les civils fuient les violents combats qui secouent le nord-est du pays.
(AP/KAREL PRINSLOO.)

LE CHEF de la diplomatie française, Bernard Kouchner, et son homologue britannique, David Miliband, sont partis hier soir pour Kinshasa et Goma, en République démocratique du Congo (RDC), puis se rendront ensuite à Kigali, au Rwanda, dans le but de faire pression sur les principaux acteurs régionaux de la crise au Kivu et tenter ainsi d'éviter une nouvelle catastrophe humanitaire dans la région des grands lacs. Accompagné du secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, Kouchner doit également tenter d'évaluer les besoins humanitaires au Nord-Kivu, où des dizaines de milliers de civils ont été jetés sur les routes par les combats. « C'est un massacre comme il n'y en a proba-

blement jamais eu en Afrique qui est en train de se dérouler presque sous nos yeux, avec plus d'un million de réfugiés, avec des attaques très précises, des mutilations sexuelles qui font partie des actes élémentaires de la guerre dans cet endroit », a déclaré le ministre français sur Europe 1 juste avant son départ, faisant allusion aux violences qui secouent l'est de la RDC depuis plus de dix ans.

« Il n'est pas question de laisser ça se perpétuer »

Les combats entre les rebelles du chef tutsi congolais Laurent Nkunda et l'armée qui ont repris fin août en violation d'un cessez-le-feu conclu en janvier, constituent une nouvelle poussée de violence très inquiétante dans l'est de ce pays, frontalier du Rwanda. Les guerres de 1996-1997 et 1998-2003 ont commencé dans l'est de la RDC, la dernière a fait au moins 300 000 morts directs et plus de trois millions de victimes indirectes dues aux violences, aux épidémies et à la famine.

« La situation humanitaire est extrêmement inquiétante au Nord-Kivu, où les combats ont fortement désorganisé les opérations d'assistance », souligne Alain Boinet, directeur général de Solidarités, l'une des

ONG qui intervient dans la région avec 70 volontaires expatriés et 13 bases permanentes. « Il n'est pas question de laisser ça se perpétuer », a prévenu Kouchner qui a tenté en vain de convaincre nos partenaires européens d'envoyer au plus vite quelque 1 500 militaires dans le Nord-Kivu pour une mission humanitaire en appui à la mission des Nations unies au Congo (Monuc). Celle-ci est théoriquement forte de 17 000 hommes mais ne compterait pas plus de 6 000 soldats opérationnels. Son commandant en chef, le général espagnol Vicente Diaz de Villegas, vient d'ailleurs de démissionner et d'être provisoirement remplacé par un général ghanéen.

Nicolas Sarkozy a pour sa part tenu à réitérer son « plein soutien » au président de la RDC, Joseph Kabila, qui accuse le Rwanda de soutenir les rebelles dans l'est du pays, et souhaité que la Monuc « assure la sécurité des populations » déplacées et réfugiées. Le chef de l'Etat français s'est aussi entretenu avec son homologue rwandais, Paul Kagamé, et avec le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon. Dans la soirée, sous la pression internationale, Kabila et Kagamé se disaient favorables à un sommet pour la paix à Nairobi (Kenya) sous l'égide de l'ONU.

BRUNO FANUCCI

Union européenne

« Non, Sarkozy n'est pas socialiste »

PIERRE MOSCOVICI, député du Doubs, responsable de l'international au PS

Quel bilan peut-on déjà tirer de la présidence française de l'Union ?

■ **Pierre Moscovici.** Nicolas Sarkozy aura démontré ses qualités et ses défauts. La qualité, c'est l'énergie et un volontarisme certain, par exemple sur la Géorgie. Mais ses défauts sont aussi apparus : un manque de vision stratégique et une attitude autocentrée qui a froissé nos partenaires. Par ailleurs, la présidence française n'a pas pris d'initiatives fortes sur la crise touchant l'économie réelle. J'ai demandé un grand plan européen et français pour l'industrie automobile. Sarkozy a laissé apparaître sa vraie nature : non, il n'est pas socialiste, c'est seulement quelqu'un qui vient à la rescousse du capitalisme, sans vouloir modifier les structures.

La tenue du sommet international du 15 novembre n'est-elle pas un succès pour Nicolas Sarkozy ?

Je serais beaucoup plus prudent que lui sur le succès qu'il aurait obtenu face à Bush, car à l'évidence ce dernier a concédé une réunion, mais n'a pas forcément l'intention, ni d'ailleurs les moyens, de lui donner un contenu fort. Cette conférence est utile, mais elle ne pourra déboucher que si elle est la première d'un cycle.

A deux semaines du rendez-vous du PS à Reims, vous écrivez sur votre blog « Vivement la fin de ce congrès... »

Il est temps que les militants passent au vote. C'est un congrès qui s'est déroulé

dans un contexte difficile. Je regrette notamment que la motion A ait été constamment l'objet d'insinuations sur le libéralisme supposé de Bertrand Delanoë, son premier signataire, qui n'a jamais été libéral dans le sens économique. Quant au caractère « ringard » de ce qui a été présenté comme la motion des sortants, je fais observer que les membres de la direction sortante se répartissent de manière très équitable entre les différentes motions et que les éléments du renouveau sont aussi partagés. Il est important que les militants se déplacent nombreux aux urnes et fassent un choix clair, car le pire serait que le vote du 6 novembre soit ambigu.

PROPOS RECUEILLIS PAR PHILIPPE MARTINAT

COULOIR

► Un outsider nommé Kert

Si Françoise de Panafieu guigne la présidence de la commission des Affaires culturelles à l'Assemblée — qui sera issue du découpage en deux de l'actuelle commission des Affaires culturelles, familiales et sociales que préside Pierre Méhaignerie — elle n'est pas seule : l'un des favoris pour le poste est l'ex-journaliste et député UMP des Bouches-du-Rhône Christian Kert, bras droit de Méhaignerie et membre du conseil d'administration de France Télévisions.

EN BREF

■ PC

Le texte présenté par Marie-George Buffet, en vue du congrès du PC de décembre, a obtenu 60,91 % des voix des militants. Celui d'André Gérin, candidat au poste de secrétaire national, a recueilli 24,03 % et le dernier texte 15,04 %. Le taux de participation était de 50 %.

LE GRAND RENDEZ-VOUS

Europe 1

le Parisien

Aujourd'hui

DIMANCHE 2 NOVEMBRE - 10H00
EN DIRECT SUR EUROPE 1

INVITÉ **Henri GUAINO**

Conseiller spécial du président de la République

Jean-Pierre ELKABBACH EUROPE 1

Patrick COHEN EUROPE 1

Dominique DE MONTVALON LE PARISIEN/AUJOURD'HUI EN FRANCE